

# SDA 1 - CONSTRUIRE DES VILLES RÉSILIENTES À PARTIR DU BAS : LE RÔLE DES ORGANISATIONS LOCALES DANS LA CRÉATION DES "VILLES POUR TOUS"

21 novembre

14:30 à 17:30

Salle : El Jadida

**Organisateur principal : Slum Dwellers International (SDI)**

Thème : le rôle des collectivités pour améliorer l'installation des habitants dans la ville.

Rapporteur : Ariana Macpherson

## **Intervenants :**

- **Doka Sansa**, Ghana, Acra, association WIEGO
- **Tina Edukpo**, Lagos, Nigeria : Membre de la Fédération nigériane des bidonvilles et de la Fédération des établissements informels du Nigéria
- **Jan Peterson**, Huairou Commission "Women, Homes & Community"
- **Mike Davis**, "Smart Arare", Zimbabwe, coordinateur d'Afrique anglophone
- **Soha Ben Slama**, coordinatrice de Tunisie pour les habitants et coordinatrice du Tribunal international sur les expulsions

## **Interventions**

---

### **Dorcas Ansah, coordinatrice de la ville d'Accra pour WIEGO**

WIEGO est une organisation qui s'occupe de l'informalité. Elle travaille avec les marchands ambulants qui se battent avec les gouvernements locaux contre les expulsions et l'accès à l'espace public. Beaucoup de gens n'ont plus de place sur le marché et sont obligés de partir. Le gouvernement souhaite faire partir ces vendeurs ambulants pour motifs qu'ils sont nuisibles. Mais selon beaucoup de recherches, ces travailleurs contribuent à la richesse de la municipalité et la municipalité en a conscience. Si ces personnes contribuent autant au développement de la municipalité, pourquoi sont-elles éjectées par les autorités locales ?

Nous pouvons planifier et dialoguer pour donner de l'espace à ces travailleurs pour qu'ils deviennent des partenaires actifs. Il y a des expulsions massives des travailleurs ambulants. Mais pour la première fois, nous avons convaincu le nouveau gouvernement de négocier avec les habitants. Nous leur avons dit que l'éviction n'était pas la solution, car les travailleurs reviennent. Ces personnes sont

des migrants du nord du pays qui viennent trouver du travail. Mais comme ils n'en trouvent pas, ils doivent vivre dans des bidonvilles.

Le gouvernement demandait à ces migrants de payer des impôts sur les marchandises transportées. Mais, cela ne peut pas être taxé, car ils vivent dans des bidonvilles, donc ne reçoivent aucun bénéfice du gouvernement. WIEGO a demandé au gouvernement de nous donner nous les preuves du montant collecté sous forme de taxes.

Il y a eu beaucoup d'engagement au moment des élections. WIEGO est allé voir les politiciens pour supprimer ces taxes. Heureusement le gouvernement au pouvoir, a lancé une campagne en disant qu'ils allaient gérer cette cause et ils le font. Ces dernières années, ils n'ont pas eu à payer de taxes grâce à notre travail pendant les élections.

### **Tina Edukpo, Membre de la Fédération nigériane des bidonvilles et de la Fédération des établissements informels du Nigéria**

Un travail a été fait avec les communautés des bidonvilles pour récolter des données sur leur conditions de vie. Il y a eu beaucoup d'expulsions dans certains quartiers. Nous avons pu évaluer ce que les habitants des bidonvilles possédaient et leurs conditions de vie. Plusieurs communautés ont été forcées de partir à cause de l'action du gouvernement. Beaucoup de personnes sont mortes à cause de ces expulsions, car elles ne trouvent pas de conditions de vie meilleures. Des programmes ont été mis en place pour donner accès à un logement convenable à ces personnes expulsées. Ce sont des êtres humains, ils doivent avoir une place dans la société et ils savent ce qu'ils veulent. Nous devons avoir une relation forte avec les personnes des rues. Ils travaillent pour que les riches puissent vivre donc nous devons les prendre en compte et avoir de l'empathie pour eux pour qu'ils fassent partie de la ville.

### **Jan Peterson, Huairou Commission "Women, Homes & Community"**

Notre association est présente dans plusieurs pays d'Afriques. Nous avons monté plusieurs programmes différents notamment des « mother center » pour les femmes. Nous cherchons des solutions pour construire des villes résilientes. Cela n'est possible que si l'on part du bas, des communautés locales et notamment des femmes.

Par exemple, les femmes innovent et créent des nouvelles pratiques. Celles-ci peuvent être réutilisée par d'autres femmes dans d'autres quartiers. L'objectif est de créer un partage des connaissances entre les différentes communautés. La voix des femmes doit être prise en compte au niveau des gouvernements locaux.

### **Mike Davis, "Smart Arare", Zimbabwe, coordinateur d'Afrique anglophone**

Les femmes sont le fondement des communautés : la stabilité des communautés dépend des mères. Elles peuvent gérer une communauté car elles ont le désir de créer un meilleur monde pour leurs enfants. Il faut donc construire des communautés par le bas et donner du pouvoir aux citoyens. Or,

les communautés pauvres sont vues comme criminels. Les habitants sont engagés par ce qui les affecte au jour le jour. Donc nous devons gérer ces problèmes du quotidien.

Nous avons développé l'application « **Smart Arare** » : l'idée est d'utiliser les smartphones pour répertorier les problèmes qui se posent dans un quartier (déchets, insécurité), de manière quotidienne. Cela permet aux autorités locales d'avoir des retours sur les problèmes quotidiens des habitants. Les habitants participent directement aux actions locales. Il faut les faire devenir agent du changement. Cependant, beaucoup de personnes n'ont pas d'accès internet sur leur smartphone. L'abonnement coûte très cher et cela exclue beaucoup de personnes de l'utilisation de cette application. Mais ils peuvent rapporter le problème s'ils ont le wifi.

Donner du pouvoir aux habitants, c'est donc aussi leur donner un meilleur accès aux nouvelles technologies. Il existe tout de même des résistances au changement de la part des autorités.

Il faut également faire participer tous les habitants car certains s'engagent moins or cette mobilisation citoyenne doit être équitable.

### **Soha Ben Slama, coordinatrice de Tunisie pour les habitants**

Nous travaillons pour la résistance et non la résilience. Les associations d'habitants se battent contre l'urbanisation excessive, contre l'accaparement des terres car ils veulent être écoutés par les autorités. Par exemple, lorsqu'il y a un projet de route, les habitants ne sont pas nécessairement consultés. Les organisations d'habitants fondent leur principe sur les droits humains et l'environnement. La résilience c'est s'adapter et accepter les politiques de développement illimitées et excessives. Or nous sommes pour la résistance : nous souhaitons élaborer des terrains de dialogue et de mise en contact entre les habitants et les autorités locales. Il faut trouver un moyen de limiter les expulsions notamment en orientant les financements vers la restructuration des quartiers populaires.

Il s'agit également d'avoir une régularisation foncière. En Tunisie, beaucoup d'habitants n'ont pas de titre foncier. Il faut éviter la spéculation foncière. Nous avons un exemple d'une coopérative italienne qui gère un terrain de manière collective sans titre de propriété. Pour autant, les habitants ne sont pas menacés d'expulsion et peuvent léguer leur logement à leurs enfants.

La planification doit être participative : dans les projets des communes, les projets se font sur 20, 30 ans, c'est le cas du « Programme de villes sans bidonvilles ». Il faut tenir compte de la réalité des habitants des bidonvilles. Ces habitants sont rarement consultés par l'Etat. Il faut établir des espaces d'écoute que ce soit au niveau institutionnel, ou au niveau des organisations d'habitants. Il faut mettre en place des consultations gratuites pour écouter les problèmes des habitants.

## Débat

---

➤ *Comment gérer les besoins accrus en logement avec l'urbanisation ?*

**Mike Davis, Zimbabwe :** On ne parle pas de bidonvilles, mais de logements auto-construits. Dans les années 50, le conseil de la ville du Zimbabwe avait les ressources pour construire des logements sociaux mais ce n'est plus le cas. Des sommes considérables ont été investies pour améliorer ces bidonvilles.

➤ *Comment intégrer les vendeurs ambulants dans la ville ?*

**Mike Davis, Zimbabwe :** Il ne faut pas stigmatiser les marchands ambulants car ils pourraient devenir des commerçants et peut être même des millionnaires. Démolir les marchés ambulants est une mesure dictatoriale. Ce sont des acteurs légitimes qui doivent être inclus dans la prise de décision politique.

**Dorcus Ansah, Ghana :** Une des difficultés principales est la capacité des municipalités à comprendre le fait que ces personnes font partie du développement de la ville. Ils donnent beaucoup de revenus à la ville. Ces travailleurs sont légitimes et sont là pour nourrir vos enfants ; ils ne sont pas corrompus. Ils résistent, car ils ne sont pas écoutés par le gouvernement. Il faut travailler avec eux en développant une planification inclusive pour plus de démocratie participative.

➤ *Comment faire pression sur le gouvernement ?*

**Tina Edukpo Nigéria :** Au Nigéria, la plupart des votes viennent des bidonvilles, donc ils ont des comptes à rendre à ces gens. On ne peut pas les appeler étrangers. Ce sont eux qui te mettent au pouvoir et ils ne font rien pour eux.

➤ *A partir de quand la résilience devient-elle, résistance ?*

**Soha Ben Slama, Tunisie :** Vous pouvez être résilient, si le gouvernement travaille en coopération avec les habitants, mais s'il n'écoute pas les problèmes ou vous menace d'expulsion, vous devez commencer à résister.

# **SDA 1 – BUILDING RESILIENT CITIES FROM THE BOTTOM: THE ROLE OF LOCAL ORGANIZATIONS IN THE CREATION OF "CITIES FOR ALL"**

**21 November**

14:30 to 17:30

Hall: El Jadida

**Main Organizer: Slum Dwellers International (SDI)**

Theme : The role of local governments in improving the settlement of inhabitants in cities.

Rapporteur : Ariana Macpherson

## **Speakers:**

- **Doka Sansa**, Ghana, Accra, WIEGO Association
- **Tina Edukpo**, Lagos, Nigeria : Member of the Nigerian Federation of Slums and the Nigerian Federation of Informal Settlements
- **Jan Peterson**, Huairou Commission “Women, Homes & Community”
- **Mike Davis**, “Smart Arare”, Zimbabwe, Coordinator of Anglophone Africa
- **Soha Ben Slama**, Coordinator of Tunisia for the inhabitants and Coordinator of the International Tribunal on Evictions

## **Interventions**

---

### **Dorcas Ansah, Coordinator of WIEGO for the City of Accra**

WIEGO is an organization that deals with informality. It works with hawkers who fight with local governments against evictions and access to public space. Many people have no place on the market and are forced to leave. The government wants to send these hawkers away because they are harmful. But according to a lot of researches, these workers contribute to the wealth of the municipality and the municipality is aware of this. If these people contribute so much to the development of the municipality, why are they ejected by the local authorities?

We can plan and dialogue to give these workers space to become active partners. There are massive expulsions of hawkers. However for the first time, we convinced the new government to negotiate with the people. We told them that eviction was not the answer because these workers still come back. These people are migrants from the northern part of the country who come to the city to find jobs. But as they cannot find any, they must live in slums.

The government asked these migrants to pay taxes, based on the goods they transport. But, this cannot be taxed because they live in slums, and do not receive any benefit from the government. WIEGO asked the government to give us the evidence of the amount collected in the form of taxes.

There are a lot of commitments at the time of the elections. WIEGO went to see the politicians to remove these taxes. Fortunately the government in power, launched a campaign saying that they would manage this cause and they did it. In recent years, they did not have to pay taxes, thanks to our work carried out during the elections.

### **Tina Edukpo, Member of the Nigeria Federation of Slums and the Nigerian Federation of Informal Settlements**

Work was carried out with the slum communities to collect data on their living conditions. There were a lot of evictions in some neighborhoods. We were able to assess what the slum dwellers owned and their living conditions. Several communities were forced to leave because of government action. Many people died because of these expulsions and they did not find better living conditions. Programs were set up to provide adequate housing for these evicted persons. They are human beings, they must have a place in the society and they know what they want. We must have a strong relationship with the people on the streets. They work so that the rich can live, so we must take them into account and have empathy for them so that they can be part of the city.

### **Jan Peterson, Huairou Commission "Women, Homes & Community"**

Our association is present in several African countries. We set up several different programs, notably "mother centers" for women. We are looking for solutions to build resilient cities. This will be possible only if we start from the bottom, from the grassroots communities, notably women.

For example, women innovate and create new practices. These can be reused by other women in other neighborhoods. The goal is to create a knowledge sharing between different communities. The voice of women must be taken into account at the level of local governments.

### **Mike Davis, "Smart Arare", Zimbabwe, Coordinator of English-speaking Africa**

Women are the foundation of communities: the stability of communities depends on mothers. They can manage a community because they have the desire to create a better world for their children. There is therefore a need to build communities from the bottom and empower the citizens. Whereas the poor communities are viewed as criminals. The inhabitants are engaged by what affects them on day to day basis. We must therefore address these daily problems.

We developed the "Smart Arare" application: the idea is to use smartphones to list the problems that arise in a neighborhood (waste, insecurity), on a daily basis. This allows the local authorities to have feedbacks on the daily problems of the inhabitants. The inhabitants participate directly in local actions. They must be made agents of change. However, many people do not have internet access on

their smartphone. The subscription is very expensive and it excludes many people from the use of this application. But they can report the problem if they have wifi.

Empowering the inhabitants means also granting to them a better access to the new technologies. There is still resistance to change from the authorities.

We must also involve all inhabitants because some engage less whereas this citizen mobilization must be fair.

### **Soha Ben Slama, coordinator of Tunisia for the inhabitants**

We worked for resistance, not resilience. Residents' associations fight against excessive urbanization, against land grabbing because they want to be listened to by the authorities. For instance, when there is a road project, the residents are not necessarily consulted. Resident organizations base their principles on human rights and the environment. Resilience is adapting and accepting unlimited and excessive development policies. But we are for resistance: we want to develop areas of dialogue and contact between the inhabitants and the local authorities. We must find a way to limit evictions, particularly by directing funds towards the restructuring of popular neighborhoods.

It is also having a land regularization system. In Tunisia, many inhabitants do not have a land title. There is a need to avoid land speculation. We have an example of an Italian cooperative that manages land in a collective way without property title. However, the inhabitants are not threatened with eviction and can bequeath their homes to their children.

Planning must be participatory: in the projects of local governments, projects are set up on the basis of 20, 30 years. Such is the case of the "Program of cities without slums". There is a need to take into account the reality of slum dwellers. These inhabitants are rarely consulted by the central government. It is necessary to establish listening spaces, whether at the institutional level or at the level of inhabitants' organizations. Free consultations are needed to listen to the inhabitants' problems.

## Debate

---

- *How to manage increased housing needs with urbanization?*

**Mike Davis, Zimbabwe** : We are not talking about slums, but about self-built houses. In the 1950s, the Zimbabwe City Council had the resources to build social housing but this is no longer the case. Considerable sums of money were invested to improve these slums.

- *How to integrate hawkers into the city?*

**Mike Davis, Zimbabwe** : Hawkers should not be stigmatized because they could become traders and possibly even millionaires. Demolishing hawkers' markets is a dictatorial measure. These are legitimate stakeholders who must be included in political decision-making.

**Dorcas Ansah, Ghana** : One of the main difficulties is the ability of municipalities to understand that these people are part of the development of the city. They provide a lot of revenues for the city. These workers are legitimate and are there to feed your children; they are not corrupt. They resist because they are not listened to by the government. There is a need to work with them by developing inclusive planning for more participatory democracy.

- *How to put pressure on the government?*

**Tina Edukpo, Nigeria** : In Nigeria, the most important shares of votes come from the slums, politicians must be accountable to these people. We cannot call them foreigners. They are the ones who bring politicians into power and the latter do nothing for them..

- *When does resilience become resistance?*

**Soha Ben Slama, Tunisia** : You can be resilient, if the government works in cooperation with the inhabitants, but if it does not listen to the problems or threaten you with eviction, you have to start resisting.